

Introduction

« J'ai fait mon instruction comme ceux qui n'ont été à l'école que bien juste assez pour pouvoir lire les prières de la messe et chanter les vêpres avec le curé de la commune les dimanches et fêtes. Il a fallu que les journaux, les petits livres que nous avons lus, contiennent des vérités bien simples, bien convaincantes sur notre organisation sociale, pour que nous, pauvres déshérités, ayons pu nous débarrasser de tous les mensonges, de tous ces contes fabuleux de revenants, de loups-garous, du diable, de l'enfer, du purgatoire, des rois et des princes, des nobles, des riches bourgeois, des merveilles des hommes de guerre, de leurs exploits dans la destruction. »

*Jean-Pierre Drevet,
Le Socialisme pratique, 1850.*

Ce livre rassemble des textes rédigés entre la révolution de 1830 et le coup d'État du 2 décembre 1851 par des militants ouvriers pour exprimer les protestations et les aspirations de leur classe : brochures, articles, lettres, poèmes, affiches.

Un tel rassemblement et le choix de cette période nécessitent certaines explications, d'autant que l'histoire récente, par le poids rendu à l'action sauvage et à la parole libérée, a ranimé certaines mythologies des origines. Si l'on fait ici retour par-delà la naissance des partis et syndicats ouvriers, par-delà les grands événements de la Commune et même de 1848, ce n'est pas pour justifier, dans l'exemplarité d'une origine, une certaine histoire du « mouvement ouvrier ». Il ne s'agit pas de retrouver la nudité d'une parole ouvrière primitive où se démontreraient soit les balbutiements d'une conscience de classe encore

enfermée dans son économisme spontané, soit la vigueur première d'un instinct de classe plus tard dénaturé par les appareils politiques et syndicaux. De telles figurations sont sans doute nécessaires à l'apologétique révisionniste du progrès, ou à l'apologétique gauchiste du retour. Mais elles sont radicalement inaptées à nous faire comprendre l'entrelacement des discours et des pratiques dans lequel une classe a commencé à penser son identité et à revendiquer sa place. En un temps où la grève n'est pas encore mécanisme reconnu de régulation d'une économie d'inflation, pas de grève salariale qui n'ait en même temps pour enjeu la dignité ouvrière, qui n'engage le statut même du salariat, dans la question : les ouvriers sont-ils des esclaves ou des hommes libres ? Rapport de classe dont ne saurait rendre compte le partage léniniste de l'économique et du politique. Mais à l'inverse, on recherche en vain la pureté originelle d'un instinct de classe sauvage. La violence luddite est elle-même réglée. En 1821, avant de détruire la machine venue d'Angleterre les mettre sur le pavé, les farouches tondeurs de drap de Lodève sont allés proposer au patron d'en payer les frais de rapatriement. Si loin qu'on remonte dans l'histoire ouvrière, on voit la révolte guidée par un jugement qui s'appuie sur une codification des pratiques et des discours acceptables ou intolérables. Pas de sauvagerie première mais des systèmes de règles, des normes de conduite qui se transforment.

Dans ce travail de remaniement, notre période prend une signification particulière : non point *origine* de la parole ouvrière, mais moment spécifique où parler, répondre aux désignations des maîtres, dire les maux du présent et les espérances de l'avenir devient une arme pour affirmer son identité, pour se rassembler et lutter. Avant 1830, les pratiques de luttes ouvrières ont déjà une longue histoire. Mais

dans ces conflits dominés par l'organisation et l'idéologie compagnonniques, la parole n'est pas valorisée comme une arme. C'est bien plutôt la surprise et le secret qui font le succès des coalitions. Ce qui est nouveau au lendemain de 1830, c'est cet effort singulier d'une classe pour se nommer, pour exposer sa situation et répondre aux discours tenus sur elle. Les textes ici rassemblés ne valent pas seulement comme documents traduisant une expérience historique particulièrement riche : insurrections de Paris et de Lyon, grands mouvements grévistes de 1833 et de 1840, déclin des anciennes formes compagnonniques et apparition de nouvelles formes d'organisation, grandeur et décadence des sociétés secrètes, diffusion des socialismes utopiques, espérances et fusillades de 1848, ateliers nationaux et associations ouvrières. La prise de parole qu'ils effectuent constitue elle-même un élément décisif de cette expérience.

Car cette parole refuse d'être seulement la plainte attristée ou le cri sauvage de la misère. Les ouvriers ne parlent pas d'abord pour gémir ou menacer, ils parlent pour être compris. S'ils peuvent avec force au lendemain de 1830 nommer leur identité et affirmer leurs exigences, c'est sans doute parce que les journées de Juillet ont montré que c'est eux qui, en dernière instance, faisaient et défaisaient les rois. C'est ensuite parce que l'insurrection lyonnaise de 1831 a prouvé la conséquence de leurs paroles et de leurs actes. Mais aussi, ils parlent pour être reconnus comme autre chose que la force du nombre et la vigueur des bras, manieurs d'outils ou de fusils : pour montrer que les ouvriers peuvent dire ce qui est juste et raisonnable, qu'il faut leur faire place non parce qu'ils sont les plus forts, mais parce que cette place est conforme à l'ordre de la justice et de l'histoire. Non pas cri des bas-fonds souffrants de la société, mais voix d'une intelligence qui est celle du principe nou-

veau du monde : le travail. « Ce ne sont pas seulement des appétits qui s'agitent, écrit *La Fraternité de 1845*, c'est mieux que cela, c'est l'intelligence populaire qui fait son avènement dans le domaine social et s'élève à la conception des principes de liberté, d'égalité et de fraternité véritables. »

Cette revendication instaure un rapport complexe de la parole à la violence : *nous ne sommes pas des révoltés*, affirment avec leur chef Grignon les tailleurs grévistes de 1833. *Ce que nous demandons est juste et raisonnable et nous en prenons l'opinion publique à témoin. Mais si l'on refuse de nous entendre, nous saurons dire comme nos frères de Lyon : Vivre en travaillant ou mourir en combattant*. La parole fonde un droit que la violence ne saurait se donner à elle-même. Elle ne la suspend que pour lui donner sa radicalité de violence de classe. Pourtant, au lendemain des déceptions politiques, après les échecs des insurrections et des conspirations, les termes semblent se dissocier : les ouvriers ont compris que la violence ne servait à rien, que seules l'éducation et la propagande pouvaient créer les conditions d'un changement réel de leur condition. Ce présupposé commun sous-tend, après l'échec du coup de main blanquiste du 12 mai 1839, diverses démarches ouvrières. C'est le sens de la « ligne droite » que Cabet propose aux prolétaires révolutionnaires : abandonner des conspirations qui ne sont pas leur terrain et substituer à l'inutile témérité des armes le « courage civil » d'une propagande ouverte de leurs idées¹. C'est aussi le souci qui anime les fondateurs de *La Ruche populaire* et surtout de *L'Atelier*, journaux fondés par des « conspirateurs » repentis, destinés à faire entendre la voix de l'ouvrier libéré de la tutelle des républicains bourgeois, à réaliser son éducation, à proposer des solutions à sa situation. Cette brèche ouverte par les utopistes entre l'arme de la critique et la critique des armes, les bour-

geois avancés cherchent à l'approfondir : les Eugène Sue, les George Sand donnent droit de cité à la littérature ouvrière, adoptent Lapointe, le cordonnier-poète, ou Gilland, le serrurier-conteur et favorisent une expression par où l'ouvrier pourrait faire entendre la voix du peuple au lieu des cris de l'émeute. Ce sera encore après l'insurrection de juin 1848 le thème de la préface de George Sand aux *Conteurs ouvriers* de Gilland :

Le peuple jusqu'à présent n'a pas senti son malheur, ou il ne l'a pas senti à propos et comme il convient. Il l'a senti dans l'abattement ou dans la colère, pour se laisser écraser ou pour secouer le joug en brisant son front avec. À présent le peuple va prendre une voix pour se plaindre avec chaleur, pour réclamer avec modestie, pour se venger en pardonnant².

Sous le patronage d'Eugène Sue, *La Ruche populaire* deuxième manière va jusqu'à ouvrir une chronique pour signaler à la charité des philanthropes les misères à soulager. Mais un tel usage de la parole demeure marginal. Si polie que soit la parole ouvrière, elle ne demande pas des bienfaits pour l'ouvrier mais la reconnaissance de sa place. « Ce ne sont point des grâces que nous réclamons, déclarent avant Proudhon les ouvriers tailleurs, *nos droits et rien que nos droits*³. » Entre la violence suspendue et la servilité refusée, ce dialogue nouveau avec la bourgeoisie exprime un idéal qui est moins de prendre la place des maîtres que de les réduire à leur rôle de marchands ou de prêteurs, d'avoir avec eux ce que Grignon appelle des « rapports d'indépendance et d'égalité ». Rêverie aux yeux des doctes, mais c'est pourtant cette rêverie qui fait de la parole et de la violence ouvrières une parole et une violence *de classe*

(et ces conflits actuels où les ouvriers en même temps refusent la loi patronale des licenciements et réclament de nouveaux patrons témoignent sans doute de sa vivacité). C'est par cette revendication égalitaire que la parole communique à nouveau avec la violence. Sur les barricades de Juin les ouvriers doctrinaires de la commission du Luxembourg se retrouvent avec les terrassiers et les maçons creusois. Le désir d'être reconnus communique avec le refus d'être méprisés. La volonté de convaincre de son droit engage la résolution de le défendre par les armes.

Car malgré le projet d'une presse qui serait « l'école mutuelle⁴ » des ouvriers c'est d'abord aux bourgeois que le discours ouvrier s'adresse. Le genre ouvrier par excellence de ce temps, repris aux journalistes bourgeois dans les jours de juillet 1830 par l'intermédiaire des typographes, c'est le commentaire de texte : de l'article du journaliste ou du discours de l'homme politique : tradition qui va des *Étrennes d'un prolétaire* à M. Bertin aîné de Barraud (décembre 1831) à la *Réponse des ouvriers qui ne sont pas du bon Paris au sieur Dupin* de mai 1848, en passant par la *Réponse aux Ennemis du peuple* de Pimpaneau, la réponse de Grignon au manifeste des maîtres tailleurs ou les commentaires ateliéristes des bonnes paroles dispensées par les économistes et les philanthropes bourgeois. Cette réponse ouvrière au discours bourgeois se caractérise par une extraordinaire attention à la *lettre*, à la matérialité des mots par où les ouvriers sont désignés : mots grossis en lettres majuscules ou couchés en italiques, métaphores traquées, réduites à la littéralité de leur sens. Le langage bourgeois, dans la matérialité de sa lettre, dit l'oppression. Voir la réponse de Grignon aux maîtres tailleurs : « Ils osent nous accuser de *révolte*. Mais sommes-nous donc leurs nègres ? [...] En vérité il y a de l'impudeur dans ce mot. Il justifie seul la déter-

mination que nous avons prise⁵. » Révoltés, esclaves insurgés, barbares campés aux portes des villes, toutes les images dans lesquelles la peur bourgeoise désigne les ouvriers sont ainsi relevées et déniées. D'où le caractère surprenant pour des yeux modernes de ces pages où les ouvriers proclament qu'ils sont des hommes comme les bourgeois. N'est-ce pas soumission à l'idéologie dominante que ces longues protestations d'honnêteté et de respect de la propriété ? que ces excuses tirées de la misère pour leurs mœurs et leur langage grossiers ? que ce refus en bref d'être ces sauvages dont l'image sera plus tard auréolée ? En faisant la part de l'attitude *défensive* qui est à l'origine de ces protestations et en constatant les captations idéologiques qu'elle entraîne, il faut reconnaître là quelque chose de plus sérieux que le refus des qualifications injurieuses de la bourgeoisie : la contestation du pouvoir même de qualifier les ouvriers. S'il ne sied pas aux maîtres de traiter les ouvriers d'esclaves, il ne leur sied pas davantage, indique Grignon, de les déclarer « *susceptibles* de bons sentiments ». Et le typographe Barraud qui, en 1831, repoussait avec indignation l'assimilation des libres ouvriers aux esclaves révoltés, fonde en juin 1848 un journal qu'il appelle le *Spartacus* car il ne saurait « trouver une appellation plus noble pour désigner le peuple dont nous voulons servir les intérêts et défendre la liberté⁶ ». C'est aux ouvriers seuls qu'il revient de nommer leur situation et leur révolte. Quelques jours plus tard, c'est encore cette question de désignation qui allumera l'incendie de juin : le 22 juin, une délégation ouvrière vient au Luxembourg solliciter le ministre Marie contre la liquidation des Ateliers nationaux. Marie croit toucher juste en mettant en cause l'intellectuel étranger à la classe ouvrière qui la dirige, Pujol. « Êtes-vous donc les esclaves de cet homme ? » demande-t-il aux ouvriers. Message aussitôt réduit

à sa lettre et retourné : « Le ministre nous a traités d'esclaves. » L'astuce est décodée en insulte et perçue pour ce qu'elle est : l'équivalent linguistique de la mesure qui déporte dans les marais de la Sologne les libres ouvriers de Paris. Ainsi retournée, la phrase de Marie redescend dans tout Paris comme le mot d'ordre de l'insurrection. Les Spartacus qui ne veulent pas qu'on les traite d'esclaves prennent les armes.

La parole ouvrière apparaît ainsi d'abord comme un certain décodage du discours bourgeois. Dans ces jeux de langage où les mots d'en haut sont tour à tour récusés et réappropriés se manifeste le lien complexe qui noue les formes ouvrières de l'identification aux formes discursives de l'idéologie dominante. Ces discours rassurants qui célèbrent l'ordre, la propriété, le travail et la fraternité, ces statuts d'associations que les commissaires de police épluchent sans y trouver rien qui puisse troubler l'ordre public, voilà qu'ils tissent le réseau d'une subversion inédite. Voilà que les mots se retournent ou se dédoublent. Un extraordinaire témoignage nous en est donné par ce *Banquet des travailleurs socialistes* qui, à l'automne de 1848, ose se mettre sous le patronage de Blanqui (emprisonné). Tour à tour le typographe Salières, le bijoutier Page, le tailleur Legré, vieux routiers des sociétés secrètes et des sectes communistes, viennent célébrer l'*ordre*, la *propriété* et la *famille*. De quoi rassurer le commissaire de police, assistant obligé de ces festivités. Mais voici que le sens des mots s'altère : l'ordre signifie la fin de l'exploitation, la propriété la jouissance par les travailleurs du fruit de leur travail, la famille la fin de l'héritage et de l'égoïsme de la cellule bourgeoise. Radicalisé ici par trois militants passés à l'école du communisme matérialiste, ce dédoublement du langage prend dans la lutte le caractère d'un gigantesque quiproquo. Pour se dis-

culper de toute participation à l'insurrection de Juin, l'ateliériste Gilland explique qu'avant de quitter le faubourg Saint-Antoine, il a donné son approbation à une affiche proclamant le respect de la propriété. Alibi dangereux, car une telle proclamation fut bien affichée au faubourg Saint-Antoine : c'était le manifeste des insurgés où la bourgeoisie effrayée lut le cataclysme annoncé de tout ordre social. Si Gilland put convaincre de son innocence les juges militaires, l'auteur présumé de la proclamation, l'horloger Lagarde, devait quelques mois plus tard voir sa déportation en Algérie ainsi motivée : « Homme d'une probité incontestable, très paisible, instruit, généralement aimé et par cela même très dangereux pour la propagande. » Effort en quelque sorte des agents de la répression pour s'adapter à une subversion qui vient du côté où on ne l'attendait pas, non pas dans la sédition des sauvages et des marginaux, mais dans un sourd travail de réappropriation des institutions, des pratiques et des mots. Pendant ce temps, Jean-Claude Romand, l'insurgé mauvais garçon des journées lyonnaises de 1831, terminait sa vie dans la dévotion et corrigeait à l'intention de sa petite fille la morale trop subversive des fables de La Fontaine⁷. Dans ces paradoxes se manifeste non « l'ambiguïté » du langage, mais la lutte pour l'appropriation des mots : lutte souvent spontanée, systématisée chez les plus rigoureux. Ainsi chez Jean-Pierre Drevet, le *socialisme* rend leur vraie signification aux mots dont la *politique* a falsifié l'usage au service de la domination. L'opposition de deux ordres sociaux coïncide avec l'opposition de deux langages⁸.

Cette lutte, bien sûr, n'est intelligible qu'à être rapprochée de celles qui cherchent à s'approprier d'autres instruments d'oppression et de libération : instruments de production, armes, argent... Pas plus qu'il n'y a de non-dit à rechercher, il n'y a d'intelligibilité

autonome des positivités d'un discours de classe. Il y a l'articulation des pratiques discursives avec d'autres pratiques, du pouvoir de nommer avec d'autres pouvoirs : d'organiser, de lutter... Aussi la publication de ces textes n'appelle-t-elle pas ce regard princier qui s'émerveille à la fraîcheur du discours de l'enfant, du sauvage ou du fou, mais plutôt une attention à la pesée des mots qui s'effectue quand la parole change de camp. Que se passe-t-il quand la classe qui est dépossédée également des moyens de la production intellectuelle s'efforce de prendre la parole pour s'identifier ? Face aux réponses toutes prêtes qui invoquent soit la nécessaire subordination première des opprimés à l'idéologie dominante, soit l'opposition d'un langage prolétarien à un langage bourgeois, on a voulu apporter des matériaux à une réflexion sur ce que la parole veut dire quand elle passe du côté de ceux qui n'ont pas ou ne servent pas le pouvoir. Ces matériaux sont bien sûr insuffisants. L'accumulation des répressions, le manque d'instruction, d'argent et de liberté limitent ceux qui peuvent écrire, être imprimés et diffusés à une petite élite de militants, avant-gardes ou marges de leur classe, bénéficiant d'arrières politiques ou d'appuis littéraires. Et ceux dont c'est la profession de lire ou d'écouter les ouvriers, commissaires de police et procureurs, n'y portent évidemment qu'une attention très grossière, persuadés comme toute leur classe que deux choses seulement peuvent mouvoir les ouvriers : leurs appétits propres ou la pensée des autres. Généralement, entre les « cris séditieux » relevés par les commissaires et les dissertations bien léchées qui dorment à la Bibliothèque nationale, il nous manque les archives de la réflexion ouvrière, le maillon intermédiaire des discussions d'atelier ou de comité, les échanges d'idées où s'élabore la pensée vivante d'une classe. Que nous reste-t-il, par

exemple, de ces plans d'organisation du travail dont les tailleurs de Nantes nous disent en 1840 que leur corporation en discute depuis dix ans, des idées échangées dans les assemblées générales ouvrières du printemps 1848 ? Sans parler de celles qui purent animer en Juin, insurrection dont la mémoire même a été écrasée, des dirigeants dont nous sommes encore à chercher les visages ? Je n'ai jamais pu faire parler le peuple, déclare mélancoliquement Michélet. Mais l'historien, en citant complaisamment les sages *Mémoires d'un ouvrier rouennais* de Charles Noiret et en taisant soigneusement ses deux *Lettres aux travailleurs*, nous laisse voir la raison fondamentale de cette impuissance : son appartenance au camp de ceux pour qui les ouvriers doivent se taire.

Il est cependant possible, avec les documents que nous possédons, d'entreprendre une histoire de la *pensée* ouvrière qui occupe cette place demeurée pratiquement vide entre les histoires des *doctrines sociales* qui nous résument Marx, Fourier ou Proudhon, et les chroniques de la *vie ouvrière* qui nous décrivent l'horreur des caves de Lille ou la joyuseté des cabarets parisiens. Face aux histoires normatives qui nous montrent un mouvement ouvrier en marche vers la plénitude de sa conscience « prolétarienne », il faudrait étudier comment l'expérience quotidienne de l'exploitation et de l'oppression trouve à se systématiser en empruntant des mots ou des raisonnements au discours d'en haut, comment des idées deviennent des forces matérielles, comment des plans de réorganisation sociale sont mis en œuvre à l'échelle d'un atelier, d'une corporation, d'un quartier. Histoire tenant compte de la diversité des expériences ouvrières et des formes de systématisation, des perceptions différenciées du travail, de l'outil, du patron, de la bourgeoisie ou de la classe ouvrière selon les différents procès de travail, selon les pratiques de

solidarité, de lutte ou de négociation propre à chaque corporation : différences de pratiques qui donnent leur tonalité propre à la rêverie des cordonniers, à la discussion collective des tailleurs, à la pensée syndicale des typographes ou à la pensée organisatrice des mécaniciens.

Tout cela, dira-t-on, est histoires du passé, songeries d'artisans englouties en pratique par la grande industrie et anéanties en théorie par le marxisme. Et pourtant ces mécaniciens ou ces typographes, ces cordonniers et ces tailleurs ont fixé pour un temps qui dure encore le vocabulaire et la syntaxe de la protestation et de l'aspiration ouvrières. C'est en vain que Marx, selon la même opération qu'il dénonce chez les « idéologues allemands » s'efforce de séparer de ses porteurs réels l'idée ouvrière de l'auto-émancipation ; en vain qu'il tente d'assurer la rigueur – scientifique et politique – de son discours dans la distinction de deux âges, d'opposer à la pensée utopique d'un prolétariat non encore développé la science de l'auto-émancipation portée par le prolétariat de la grande industrie. L'idée de la révolution prolétarienne est inexorablement contemporaine des discours de cette avant-garde ouvrière qui pense et agit non pour préparer un futur où les prolétaires recueilleraient l'héritage d'une grande industrie capitaliste formée par la dépossession de leur travail et de leur intelligence, mais *pour arrêter le mécanisme de cette dépossession*. Volonté qui n'est pas un attachement au passé (en quoi les grands ateliers collectifs où les ouvriers-tailleurs veulent assurer la confection sont-ils moins *modernes* que le travail à domicile que la confection capitaliste organise en même temps ?), mais le sentiment d'un présent à partir duquel deux avenir sont également possibles : celui de l'organisation capitaliste qui, dans chaque métier, annonce, à travers la réorganisation du procès de travail, l'exa-

acerbation de la concurrence entre les bras ouvriers ou le renforcement de la discipline de l'atelier, l'instauration d'un esclavage nouveau ; ou celui de l'association « libre et volontaire » des travailleurs. C'est dans le sentiment de ce *choix* que se forme l'idée de l'*émancipation ouvrière* sur laquelle viendra se greffer la théorie de la *révolution prolétarienne* : non à partir de la conscience des prolétaires formés à « l'école de la fabrique » mais à partir du point de vue de ceux qui entendent refuser cette école.

Ce décalage se trouve d'entrée de jeu au cœur de la problématique marxienne. Marx a pu ridiculiser la quincaillerie théorique de Proudhon ou le syncrétisme des militants parisiens. Il n'a pas pu penser le but à atteindre dans d'autres termes que ceux de ces « artisans » : communisme, émancipation des travailleurs, abolition du salariat, libre association des travailleurs. Il s'est efforcé de penser avec plus de rigueur la nécessité du renversement du pouvoir et les conditions de ce renversement. Il ne pouvait se représenter l'avenir communiste autrement que ne le fait en 1850 le mécanicien Drevet : monde d'ateliers sociaux et de magasins coopératifs où, dans l'égalité de tous devant le travail et le loisir, des travailleurs librement associés régleraient leur production sur les besoins désormais connus et reconnus de leurs frères. Et la mise en place de ce réseau de mots et d'images où la pensée de Marx prend ses repères peut aussi être le point de départ d'une réflexion matérialiste sur l'histoire des transformations du marxisme.

Jacques Rancière

*

La nouveauté du mouvement ouvrier qui se découvre dans les grèves du début de la monarchie de Juillet se vérifie d'une part dans les exigences imposées par la masse importante des métiers en grève, dans cette unité nouvelle qui va réaliser un contrôle ouvrier de filiation compagnonnique (dans le « tarif », salaire fixé et imposé par chaque corps de métier aux maîtres des ateliers ou en certaines formes de violences) allant jusqu'à l'exigence de travailler moins et au même salaire qu'auparavant, afin pour les uns « d'exercer notre intelligence, d'éclairer notre esprit, d'adoucir nos mœurs », pour d'autres, d'occuper des bras alors en chômage ; elle s'affirme de plus, en des réalisations pratiques prolongeant ces exigences.

Réalisations d'ateliers nationaux, assurément mis en place lors des grèves de l'automne 1833 par deux corps de métiers (tailleurs et tourneurs en chaises), envisagés ou mis en place par beaucoup d'autres (en fait foi le nombre d'avis publiés dans la presse républicaine), visant à exercer une pression considérable et voulue ponctuelle (si les maîtres cédaient, les ateliers n'avaient plus raison d'être), une concurrence directe sur les maîtres récalcitrants ne voulant pas se soumettre à la volonté ouvrière (ceux-ci se trouvant déjà face à des ateliers désertés), à subvenir à la grève qui risquait d'être longue, se traitant atelier par atelier, cas par cas, à assurer une production ouvrière « gréviste » : réponse exceptionnelle à la campagne de diffamation entretenue par la bourgeoisie sur la nature de l'ouvrier, son rôle et sa fonction. Réalisation encore de restaurants sociétaires où les grévistes pouvaient s'alimenter. Ces réponses renvoyant à maintes déclarations ouvrières, neutralisaient et rendaient inopérante la bourgeoisie dans son rôle comme dans sa faculté de répression idéologique. Entraînant par cela une sorte de statu quo, expression du capital en gestation, cette situation où l'ouvrier

avait pu s'affirmer maître du travail comme de sa destinée et où, pour la première fois, la production, d'une manière massive et non plus expérimentale, était prise en main par des collectivités ouvrières, subit une répression considérable. Mais la deuxième grande brèche depuis Lyon était ouverte par ces grèves : l'ouvrier s'était mis à hauteur d'homme avec le maître.

Si les ouvriers répondent alors à cette dépossession d'eux-mêmes qu'est l'atelier et le salariat, la réflexion qu'ils vont poser dans ce processus ou dans ces réponses concrètes qu'ils peuvent donner va être, elle aussi, à la dimension du mouvement engagé. L'on ne peut immédiatement répondre si cette attitude qui conquiert la majorité du mouvement ouvrier appartient à l'ordre pur et simple de la fiction capitaliste ou si, mieux et plus, elle ressort d'un nécessaire entraînement et confrontation avec « l'ennemi ». Mais l'ambiguïté demeure, qui consiste à « se battre » avec les armes, malgré tout, de l'ennemi et, de plus en son terrain, se trouvant par là devenu « agent pur et simple ».

Depuis la révolution bourgeoise de 1830, où les ouvriers ont pris leur part, l'on voit apparaître, soit d'ouvriers marginaux prenant la plume à leur compte, soit de corps de métiers de villes précises, des adresses diverses pouvant tout autant solliciter la loi, mi-naïveté, mi-défiance, la prenant à partie et témoin de la « situation de l'ouvrier », pour qu'elle agisse afin d'éviter des excès toujours qualifiés de « regrettables ». Brochures d'ouvriers le plus souvent républicains dressant des portraits exhaustifs de la vie de l'ouvrier, confrontant systématiquement les richesses de la société à la misère ouvrière, faisant l'histoire et cherchant l'origine de la richesse sociale.

Les réponses des métiers en grève se font tout à la fois aux calomnies bourgeoises et à la situation propre

qu'elles portent et dissimulent en elles-mêmes : la mort quotidienne de l'atelier. Aux discours bourgeois, les ouvriers répondent en y confrontant les pratiques qu'ils impliquent.

C'est le moment où ils vont le dire : ce qu'ils ne veulent pas être. Tous le disent et tous le diront : ils ne sont pas des ouvriers mais des hommes, en réfutant ce droit de parler pour eux et sur eux, ce droit de travailler contre eux-mêmes et pour d'autres, ce droit qui leur assigne une place en leur disant en même temps qu'ils sont des *ouvriers*. Peut en témoigner, ce préambule au *Règlement de la Société de l'Union des Doreurs*, en 1833 :

Les signataires, composant la Société de l'Union des Doreurs, grands et puissants, par la connaissance qu'ils ont acquise de la dignité de l'homme qui travaille pour vivre et faire vivre ceux qui ne travaillent pas, ont, d'un commun accord, ayant conscience que l'industriel prolétaire est l'homme le plus utile, placé ce dernier au premier degré de l'échelle sociale en lui faisant accepter les conditions suivantes...

Dès lors, cette place fixée par l'existence du salariat et ses conséquences directes (marchandage, chômage et mortes-saisons, concurrence, machines, méconnaissance du travail par les maîtres, etc.) consignée dans les discours bourgeois, sera réfutée et déniée dans la mesure où ce refus, cette dénégation, affirmeront implicitement puis explicitement à la fin de la monarchie de Juillet une autre place, un autre ouvrier, un autre travail.

Ainsi, face aux machines, on voit les ouvriers se situer en deux attitudes : la punition, la violence exemplaire : les ouvriers les détruisent ou tentent de les détruire. Puis, à côté de ces actions, des réflexions

se dégagent chez les ouvriers les plus concernés par la mécanisation : la possibilité évidente, pour eux, d'alléger le travail. Et aussi de sentir l'importance de la machine à, sinon suspendre définitivement le salariat et ses agents, du moins le raccourcir pour vivre. Ces deux attitudes ne sont pas contradictoires. Les ouvriers peuvent agir et réfléchir, différemment.

C'est cela, outre la révolte, qui rend les luttes ouvrières si déterminées, si imperceptibles à la répression qui, malgré l'importance des peines, glisse sur elle. Près d'un an après les grèves de 1833, les ouvriers tailleurs dans une lettre publiée dans le journal *la Tribune* nous l'indiquent clairement :

Oh ! Qu'ils se sont trompés, ceux qui croyaient que de cruelles persécutions suffiraient pour nous diviser et nous anéantir. Ils ont pu nous forcer peut-être à dissoudre une société dont la puissante action s'unissait contre eux aux généreux du pays⁹... Au contraire, plus ils nous ont persécutés, plus nous avons senti le besoin de nous unir et de nous protéger.

Luttes qui se cimentent dans la solidarité ouvrière en déplaçant le pur cadre de l'atelier : donc en ces lieux où tous se regroupent volontairement ou naturellement (par quartier déjà, dans les goguettes où chantent certains d'entre eux, dans les salles de spectacles où se jouent des mélodrames créés, sinon par eux, du moins à partir de leur réalité) ou dans l'organisation ouvrière elle-même qui arrivera pour certains corps de métier « avancé », vers les années 1837, à quadriller quasiment la France entière dans un réseau de résistance, doublant peu à peu celui de l'assistance mis en place par le compagnonnage.

L'avenir de l'ouvrier peut s'affirmer dans cette utopie quotidienne qui va déjà s'assurer dans l'autoprotection ouvrière (mutuelles, sociétés philanthropiques),

pour arriver à une prise en charge du travail, d'abord en des droits à défendre ou à imposer, puis en un dépassement du salariat qui s'exprimera dans l'association ouvrière de production visant à travailler, cette fois-ci, comme le dira l'ouvrier tisseur Pireer : « pour n'être plus la proie des exploiters », production qui ne cherche pas à *remplacer*, dans ses meilleurs aspects, la production capitaliste, mais qui, dans son existence même serait tournée délibérément contre elle et ce qu'elle implique – tels en mai 1848, ces ouvriers du bâtiment, profession qui participera fortement aux journées de Juin, déclarant dans leur acte d'association : « Vouloir s'affranchir à jamais de ce servage, ne vouloir plus travailler que pour eux et leur famille, et substituer le principe de l'Association au principe de l'Exploitation », décidant ensuite de ne plus jamais « se laisser embaucher par les patrons ».

Cette place qui libère le travail, qui le rend à la mesure de l'ouvrier, cet avenir marqué dans toutes ces déclarations, des plus officielles aux plus sauvages, on les retrouve encore investis dans ces moments où l'ouvrier prend les armes pour défendre ce qui sera comme tous le disent : « sa seule propriété, son travail ». Propriété qui répond bien obligatoirement à celle instituée par la législation bourgeoise, mais qui n'a de commun avec cette dernière que le mot, renvoyant à tout autre chose, propriété sous-entendant une législation non écrite puisqu'elle a sa raison d'être dans la quotidienneté du travail, de l'exploitation et des conditions de son affranchissement, garantie par un savoir qui se fait dans les seules réalités ouvrières : « Certainement que nous ne connaissons pas le grec et le latin, mais nous connaissons pratiquement toutes les misères de l'ouvrier et les moyens de leur procurer, sans nuire à personne, le bien-être et la sécurité qu'ils réclament ; cette connaissance suffit à nos

besoins », pourront préciser, dans une lettre au *National* en septembre 1840, les tailleurs nantais.

Ce savoir, cette législation et ces normes morales qui l'expriment ne sont plus fondés sur l'exclusion (le compagnonnage), mais sur la nécessité pour les ouvriers de se prévenir avant tout des divisions ouvrières, en soulignant le poids et la force du collectif, de consolider l'identité ouvrière. L'ouvrier tourne d'abord sa propre loi contre lui-même avant toute chose : exiger, résister ou lutter, c'est d'abord n'avoir confiance qu'en lui-même. Cette confiance se gagne : le nombre impressionnant de statuts, de mutuelles, de sociétés ou d'associations en témoigne. D'autre part, ces mêmes normes soulignent, défendent, précisent la diversité de la condition, de la situation ouvrière : si elles sont morales, elles sont tout autant matérielles. Ainsi le maître ou le chef d'atelier, en 1831 comme en juin 1848 n'est pas obligatoirement l'ennemi de l'ouvrier ; mieux, il peut combattre avec lui. À Lyon en 1831, les chefs d'atelier joueront un rôle décisif dans la mobilisation des canuts ; en juin, nombre de maîtres, réduits au chômage par la concurrence feront le coup de feu avec leurs ouvriers, les uns et les autres dépossédés. Inversement, les maîtres « damnés », condamnés aux désertions d'atelier, combattus dans les sociétés de résistance, attaqués directement dans les plans ou réalisations d'organisations du travail propres à chaque métier, sont plus que légion. Le problème ainsi est de spécificité, de métier d'une part (les mécaniciens ne sont évidemment pas confrontés à la même réalité que les tisseurs, les ouvriers du bâtiment à celle des métiers d'art), d'organisation du travail d'autre part (baisse des salaires, marchandage, intermédiaires, distribution et vente des produits ; qui font tous que le travail dans sa nature s'en ressent : instauration de la division du travail, mécanisation, etc.), enfin, de droit

et d'autorité (rapports hiérarchiques et antihiérarchiques ou de « compétence » entre maîtres et ouvriers).

Propriété encore, ce travail, faisant qu'il ne s'agit pas pour les ouvriers de s'attaquer à « ce qui ne leur appartient pas » mais, contradictoirement, de défendre ce qui ne leur appartient pas encore. L'avenir de l'ouvrier s'inscrit dans cette restitution, la dépassant, la sublimant, en prenant les chemins les plus diversifiés : grèves, éducation ouvrière, associations de production, insurrections. Les ouvriers qui s'en réclament, y participent, peuvent être les mêmes, ou s'ignorer ; du moins à ces moments toutes les formes de luttes, de résistances, convergeant les unes vers les autres ne s'excluent-elles pas, mais se conjuguent dans les formes les plus spectaculaires comme dans les plus discrètes, pour faire glisser, pour faire dérapier un monde dans un autre où les ouvriers, maîtres de leur vie comme de leur mort, peuvent affirmer la volonté d'un pouvoir qui serait le leur, d'une vie qui serait la leur et se pratiquant sans exclusive, sinon celle de pouvoir « vivre en travaillant » et comme ils l'entendent. Cette réappropriation utilise les armes qu'on lui donne, pouvant difficilement se situer en dehors.

Espoir et désespoir mêlés dans cette réflexion d'avant le combat que prêtait l'écrivain républicain Rey-Dusseuil dans son roman *Le Cloître Saint-Merri* à un ouvrier insurgé de juin 1832 :

Tout le monde ne peut pas être riche, je le sais, mais tout le monde doit vivre, je le veux!... Qui nous arrêterait ? La peur de la mort ? On n'a peur de mourir que quand on a plaisir à vivre. La mort est la seule amie du peuple, si elle vient avec une balle, elle se présente mieux qu'attendue sur un grabat... En avant, donc !

En écho, à seize ans de distance, cette pensée se retrouve dans la brochure d'un ouvrier supposé tranquille, Cousin-Vesseron (*Nécessité de l'organisation du travail*) :

Faut-il s'étonner si des hommes, pour qui le passé et le présent n'ont que des souvenirs d'amertume d'une réalité de souffrance, jettent vers tout nouveau soleil un regard d'impatience et d'espoir ; après tout, l'ouvrier n'a rien à perdre, son sort ne saurait être pire ; il ne désire pas les bouleversements, il ne les craint pas non plus, puisqu'à chaque catastrophe il peut espérer voir cesser l'intolérable état de choses dont il est la victime et se voir débarrasser du fardeau de misère qui depuis si longtemps pèse sur lui.

Attitude devant la mort qui nous renvoie à la mort quotidienne subie dans l'atelier et à l'avenir qui se pense et se fait à partir d'elle ; s'exprimant dans la pensée ouvrière.

« Socialisme pratique » qui se tiendra à l'abri des théories, sauf exception, tout en en reconnaissant les mérites, et à la seule lumière de l'expérience ouvrière.

Alain Faure.

I. Le prolétaire : entre l'esclave et l'associé

Il ne faut pas s'étonner de voir, peu de temps après la révolution bourgeoise de 1830, les ouvriers du livre prendre la plume pour dénoncer la trahison de la bourgeoisie. En effet, les ouvriers du livre ont largement participé au renversement de Charles X, l'homme de la censure, l'ennemi de la presse. L'heure fut à l'union avec les maîtres, une union forcée par une contiguïté d'intérêts. Les brochures de l'ouvrier typographe Auguste Colin et de l'ouvrier imprimeur Barraud témoignent de ces lendemains. L'ouvrier, après la révolution politique, se retrouve dans la même misère. Après l'illusion d'un langage commun et d'une violence commune revient la seule réalité ouvrière : rien n'a changé sinon le pouvoir. Restent des leçons. La brochure de Colin, comme beaucoup d'autres, marque la place de l'ouvrier, l'illusion dévoilée. Place acceptée dans la mesure où elle se choisirait, réfutée dans la mesure où elle fabrique l'arme qui se retourne contre elle-même.

À partir de ces années-là se crée une tradition qui est la « réponse » aux calomnies comme aux situations qui s'exercent contre les ouvriers. Réponses qui ne s'exercent en rien comme dialogue mais plus comme invective et affirmation de l'identité ouvrière ; ces réponses se transforment vite en monographie de la vie ouvrière. Et la réponse de Barraud ou de Bannet affirme, comme pourront affirmer dans les luttes

Grignon, les ouvriers tailleurs et tous les autres corps de métier, l'identité ouvrière, remettant en question, pour les uns et les autres, ce droit à nommer, ce droit à asservir, que détiennent la bourgeoisie, les maîtres. Le mouvement qu'opère le pouvoir tend à décentrer l'ouvrier de lui-même, à le faire se distinguer dans ce qu'il n'est pas. Les « réponses » ouvrières sont toujours des plus matérielles : aux discours sont toujours confrontés, systématiquement confrontés, des faits. Le discours de la loi, du pouvoir, se voit toujours matérialiser. Au travers des exigences ouvrières posées par les grèves de 1833 s'affirme le statut humain ; les associations « grévistes » de production, de résistance, vont dans ce sens.

Un corps de métier comme les layetiers-emballeurs ira jusqu'à négliger l'imposition du tarif, artificiel car prisonnier de l'offre et de la demande, pour accorder la priorité à la réduction du temps de travail¹.

On voit ainsi apparaître dans ces mouvements une remise en cause pratique du salariat reposant sur des enjeux comme la dignité humaine ; différemment, cette remise en cause s'exprimera dans l'association ouvrière de production ; ayant une origine purement stratégique elle s'autonomisera dans un projet à partir duquel les ouvriers vont s'appuyer et se heurter aussi. Cette arme qu'ils se donnent, et qu'on leur donne en un certain sens, est bien à double tranchant. L'ouvrier rouennais Charles Noiret est l'un des premiers penseurs ouvriers à avoir souligné les ambiguïtés de l'association. Mais plus que la solution elle-même, l'on peut retenir surtout la critique de l'encerclement capitaliste : tout est tourné contre l'ouvrier et par-delà les mots, deux camps sont confrontés dont l'un est le strict obligé. Ainsi l'identité fait que l'ouvrier s'accepte et se refuse tout à la fois : s'accepte contre les maîtres et se refuse en refusant l'ordre des maîtres dans le dépassement de sa condi-

tion : la solution donnée étant l'organisation du travail comme affranchissement du salariat.

*

De cet affrontement on peut distinguer plusieurs moments et plusieurs formes. Au temps des insurrections de Paris et de Lyon c'est une réponse de classe globale qui met en cause la pratique et le discours bourgeois qui excluent l'ouvrier de sa place dans l'espace politique de la nation. Si Colin fait les comptes de la trahison de Juillet, Barraud répond lui à la représentation que la bourgeoisie se donne de l'ouvrier au lendemain de l'insurrection lyonnaise de novembre 1831. L'article qui lui sert de cible, publié dans le Journal des Débats, organe de ce qui s'appelait alors le « juste milieu » – c'est-à-dire la bourgeoisie orléaniste – fit sensation à l'époque, comme expression du cynisme de la nouvelle classe dominante. Aussi vit-on apparaître, à côté de cette protestation ouvrière, d'autres cris d'indignation venus des rangs légitimistes. Barraud, que l'on retrouvera en mars 1848 président du comité typographique et en juin gérant d'un journal d'inspiration proudhonnienne, Le Spartacus, dénonce ici l'image du prolétaire que forge la bourgeoisie pour justifier son désarmement et sa mise sous tutelle. Si la place et l'image du prolétaire sont en cause, le salariat en revanche n'est pas en question. Sa dénonciation sera au contraire au centre des textes de 1833 (Grignon, Bannet, Leroux, Efrahem). Ceux-ci, à partir des grandes grèves de l'automne 1833, mettent en question la dépendance salariale et affirment la nécessité pour les ouvriers de se constituer en classe maîtresse de ses destinées : la réponse à cette double exigence ouvre la voie à une nouvelle idée : l'association.

Il est classique – et la tradition marxiste a pesé de tout son poids dans ce sens – de représenter l'association comme une idée introduite de l'extérieur dans la classe ouvrière, à partir notamment des thèses exposées en 1831 dans L'Européen par le dissident saint-simonien Buchez. Corroborent cette représentation quelques associations de production exemplaires, telles celle des bijoutiers en doré : ceux-ci auraient été persuadés par la lecture de petites brochures nuitamment introduites dans les lieux fréquentés par les ouvriers². À partir de là s'est imposée une certaine image de l'association : propagée par les ouvriers catholiques buchéziens de L'Atelier, ré-élaborée par le socialiste « petit-bourgeois » Proudhon, elle aurait été un moyen de détourner les ouvriers des tâches réelles de l'organisation et de l'émancipation politiques.

Dans la réalité, l'idée a bien une double origine : chez les socialistes doctrinaires bourgeois, où elle apparaît comme la bonne solution face aux désordres et aux échecs de la lutte ouvrière ; mais aussi dans cette pratique de lutte même, où l'idée de l'association ouvrière de production apparaît non en opposition aux pratiques de résistance mais dans leur prolongement même, comme une spécification, un certain aboutissement de l'idée plus vaste de l'association, de la solidarité ouvrière. C'est ainsi que, pour soutenir la grève engagée à l'automne 1833 sur la question des salaires et de la durée du travail, la Société philanthropique des ouvriers tailleurs de Paris (organisation de résistance déguisée en société de secours mutuels) décide la création d'un atelier qu'elle qualifie de national, où les ouvriers produiront et vendront pour leur compte. Cette décision ne se laissait aucunement déduire de la brochure où Grignon, militant républicain et président de la commission de grève définissait les motifs du conflit. Elle naît dans

la lutte ; mais non point comme un simple expédient, comme une affirmation spécifique de ces « rapports d'égalité et d'indépendance avec les maîtres » que l'association (l'organisation) des ouvriers a pour but de promouvoir. D'où la valeur pour tous exemplaire de l'action des tailleurs. D'autres corporations (cordonniers, tourneurs en chaises, cambreurs, layetiers-emballeurs) veulent l'imiter. La Tribune, journal des républicains de la Société des Droits de l'homme, la commente ainsi :

Les ouvriers tailleurs ont suivi une autre marche que les autres corporations. Non seulement ils ont refusé de travailler, mais encore ils ont songé au moyen de se passer de maîtres [...]. C'est le premier exemple d'émancipation du travail par ses propres œuvres³.

Ce déplacement de la réflexion ouvrière vers la question du pouvoir dans l'atelier n'est en effet aucunement un détournement ouvriériste de l'action politique : ce sont les corporations républicaines, base ouvrière de la Société des Droits de l'homme, qui en sont à l'origine. D'où l'accusation de manœuvre politique à laquelle Grignon répond dans sa lettre à La Tribune. Car pour le pouvoir et pour les maîtres aussi l'affaire prit figure exemplaire : résistance acharnée des maîtres, perquisitions et arrestations répétées au siège de la commission et à l'atelier national, lourdes sentences judiciaires eurent raison de la grève et de l'atelier. Grignon fut condamné à cinq ans de prison par défaut, puis en appel à trois ans. Cette répression ne devait pas empêcher les ouvriers tailleurs de poursuivre leur tâche d'organisation (en 1837, la police découvre un réseau qui couvre toute la France de l'Ouest) et leurs rêves d'émancipation (ateliers nationaux signalés en 1836 à Montpellier et à Bor-

deaux ; projets d'association de Wahry, dont nous aurons à reparler ; Association fraternelle de Clichy qui en 1848 réunit 2000 tailleurs).

Les typographes Bannet, dans une réponse au manifeste des maîtres-tailleurs, paru dans l'inévitable Journal des Débats, et Jules Leroux, dans une lettre adressée à ses camarades, soulignent ce rôle d'avant-garde joué par les tailleurs. On notera dans la lettre de Bannet la référence au développement des coopératives de production et de consommation anglaises : signe d'un « internationalisme » dont témoigne aussi une correspondance, attestée en 1834, entre les tailleurs de Nantes et leurs confrères anglais. Le texte de Jules Leroux apparaît comme la première réflexion ouvrière systématique sur la nécessité de se constituer en ce que les marxistes appelleront une « classe pour soi ». Mais on voit aussi la marque de son éducation « utopique » dans l'opposition qu'il fait, contrairement aux tailleurs, entre la positivité de l'association et l'inefficacité de l'action gréviste. Jules Leroux est en effet, comme son illustre aîné, Pierre Leroux, passé par l'école du saint-simonisme. Il publiera en 1840 un dialogue, Le Prolétaire et le Bourgeois, également empreint d'esprit conciliateur, mais qui pourtant se verra accusé en 1844 d'avoir enflammé les têtes des grévistes de Rive-de-Gier. En 1845, il sera associé à l'imprimerie coopérative de Boussac, fondée par son frère. Député sous la II^e République, exilé au 2 décembre, il finira ses jours dans une colonie cabétiste dissidente aux États-Unis⁴.

La question de l'association est encore au centre de la seconde des Lettres aux travailleurs, rédigées en 1840 et 1841 par Charles Noiret, tisserand rouennais. Celui-ci avait déjà publié en 1836 ses Mémoires d'un ouvrier rouennais qui dénonçaient la condition des ouvriers tisserands normands. Mais cette dénonciation assez modérée se prévalait encore d'une